



PRÉFET DE L'YONNE

ARRÊTE n° PREF-DCPP-SEE-2015-0306  
du 28 JUL. 2015

**mettant en demeure la S.A Roger MARTIN de se conformer aux dispositions relatives à la cessation d'activité et au réaménagement de la carrière sise sur le territoire de la commune de MOLAY**

Le Préfet de l'Yonne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

VU le titre VII du livre 1er du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article L.171-8,

VU le titre I du livre V du code de l'environnement relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances et notamment ses articles R.512-39-1 à R.512-39-3,

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux carrières et aux installations de 1<sup>er</sup> traitement des matériaux de carrières notamment son article 5,

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-DCLD-2003-0405 du 28 mai 2003 autorisant le directeur de la S.A Roger MARTIN à exploiter une carrière, une installation de traitement de matériaux et une centrale d'enrobage sur le territoire de la commune de MOLAY,

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 12 juin 2015 suite à la visite du 3 juin 2015,

CONSIDERANT que cette carrière n'a pas eu d'activité depuis 2013,

CONSIDERANT également que la centrale d'enrobage a été démontée en 2011,

CONSIDERANT que l'article R.512-74 du code de l'environnement précise que l'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de deux années consécutives,

CONSIDERANT qu'aucune nouvelle demande d'autorisation n'a été déposée,

CONSIDERANT que l'article R.512-39-1 du code de l'environnement précise que lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif l'exploitant le notifie au préfet,

CONSIDERANT que le type d'usage du site après exploitation n'est pas défini dans l'arrêté d'autorisation,

CONSIDERANT qu'en conséquence les dispositions des articles R.512-39-1 à R.512-39-3 du code de l'environnement s'appliquent,

CONSIDERANT que l'entreprise ROGER MARTIN est propriétaire de la parcelle ZE 66 (site A),

CONSIDERANT que la commune de MOLAY est propriétaire des parcelles C452, C453 et C754 (site B),

CONSIDERANT que le propriétaire des dites parcelles doit être consulté sur l'usage futur du site,

CONSIDERANT que le maire doit être consulté sur l'usage futur de l'ensemble des parcelles autorisées,

CONSIDERANT que lors de la visite en date du 3 juin 2015, l'inspection des installations classées a relevé que toutes les bandes de protection de 10 mètres n'étaient pas respectées sur le site A,

CONSIDERANT que l'inspection des installations classées a informé l'exploitant que le réaménagement devra être soigné et mené en concertation avec les exploitants et propriétaires voisins, notamment pour la remise en état des bandes de protection de 10 mètres et des merlons mitoyens et que leur avis tout comme l'avis du maire et du propriétaire seront à fournir dans la déclaration de cessation d'activité du site,

CONSIDERANT l'absence d'avis favorable des propriétaires des parcelles mitoyennes concernées par l'absence de bande de protection de 10 mètres,

CONSIDERANT ainsi que les dispositions de l'article 18 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° PREF-DCLD-2003-0405 du 28 mai 2003 relatives aux distances limites ne sont pas respectées dans la mesure où la bande de protection de 10 mètres n'est pas remise en état,

CONSIDERANT que le plan topographique fourni datant de 2011 n'est pas à jour, ne concerne que la parcelle 66 et ne montre pas la présence de l'ensemble des bornes délimitant le périmètre d'autorisation,

CONSIDERANT ainsi que les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux carrières ne sont pas respectées dans la mesure où l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation et que ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site,

CONSIDERANT que le site B n'a pas fait l'objet d'extraction de matériaux,

CONSIDERANT néanmoins que le site B dispose d'infrastructures telles que pont bascule, aire étanche, dépôt de croûtes d'enrobés et autres matériaux entreposés,

CONSIDERANT en conséquence que l'article 23.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° PREF-DCLD-2003-0405 du 28 mai 2003 n'est pas respecté dans la mesure où les modalités de remise en état prévoient le nettoyage de l'ensemble des terrains et la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité dans l'affectation future du site,

CONSIDERANT que le site A présente une absence de talutage par remblaiement du gradin supérieur et du gradin inférieur conformément au plan de remise en état,

CONSIDERANT en outre que le carreau est nu,

CONSIDERANT de fait que les dispositions de l'article 23.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° PREF-DCLD-2003-0405 du 28 mai 2003 relatives à la remise en état ne sont pas respectées dans la mesure où pour le site A, après nettoyage de l'ensemble des terrains et la suppression de toutes les structures, les modalités de remise en état prévoient le talutage par remblaiement du gradin supérieur avec des stériles, le talutage par remblaiement du gradin inférieur excepté sur la partie nord ouest remblayée sur environ 2/3 de sa hauteur et le remblaiement en partie du carreau sur une hauteur de 1,5 à 2 m, et plantations de pins noirs, pins sylvestres, érables, sycomores, charmes, aulnes blancs, acacias, à raison de 200 plants/ha,

CONSIDERANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles R.512-39-1 à R.512-39-3 du code de l'environnement, de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 et des articles 18 et 23.2 de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCLD-2003-0405 du 28 mai 2003,

CONSIDERANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SA entreprise Roger MARTIN,

L'exploitant consulté,

SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture,

## A R R E T E

### **Article 1<sup>er</sup> : Mise en demeure**

Le directeur de la S.A Roger MARTIN est mis en demeure, à compter de la notification du présent arrêté, de se conformer, sur le site de la carrière autorisée sur le territoire de la commune de MOLAY :

- sous un délai de deux mois, de respecter les dispositions prescrites à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié et de borner le site,
- sous un délai de trois mois, de respecter les dispositions des articles R 512-39-1 à R 512-39-3 du code de l'environnement en déposant une déclaration de cessation d'activité pour ce site accompagnée d'un mémoire et en consultant le maire sur l'usage futur du site ainsi que le propriétaire des parcelles C452, C453 et C754 (site B),
- sous un délai de six mois, de respecter les dispositions de l'article 18 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° PREF-DCLD-2003-0405 du 28 mai 2003 relatives aux distances limites à respecter en reconstituant la bande de protection de 10 m ou en joignant l'avis favorable des propriétaires des parcelles mitoyennes concernées par l'absence de bande de protection de 10 m et des merlons mitoyens,
- sous un délai de neuf mois, de respecter les dispositions prescrites à l'article 23.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° PREF-DCLD-2003-0405 du 28 mai 2003 et de réaménager le site.

## Article 2 : Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

## Article 3 : Exécution

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Yonne, Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et Monsieur le Responsable de l'Unité territoriale Nièvre/Yonne de la DREAL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'entreprise ROGER MARTIN et dont ampliation sera adressée à :

- M. le Maire de MOLAY,
- Mme le Sous-Préfet d'AVALLON,
- M. le Responsable de l'unité territoriale Nièvre/Yonne de la DREAL,
- M. le Directeur Départemental des Territoires,
- Monsieur le Délégué territorial de l'Yonne de l'ARS
- Monsieur le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Yonne,
- Madame la Procureur près le Tribunal de grande instance d'Auxerre

Auxerre, le 28 JUL. 2015

Pour le Préfet,  
La Sous-Préfète,  
Secrétaire Générale



Marie-Thérèse DELAUNAY

*Le destinataire du présent arrêté peut saisir le tribunal administratif sis 22 rue d'Assas à DIJON d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. A l'intérieur de ce délai, il peut également saisir le Préfet d'un recours gracieux, ou le Ministre de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie d'un recours hiérarchique qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse de l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet).*